

## TENDANCE

PARIS, LE 20 JANVIER 2020

# Colère et espérance

L'annonce par le gouvernement du report de l'âge pivot n'a pas endigué le mouvement social, même si des améliorations dans les transports sont cependant notables. Le noyau le plus dur des syndicats non réformistes et déterminés à défendre leurs régimes spéciaux continue les actions : **grèves dans les transports et manifestations qui, désormais, sont quasi systématiquement émaillées de violences.**

À cela s'ajoute les images terribles de diverses professions, notamment le monde hospitalier et les avocats, qui ne cessent de dénoncer la précarité de leurs métiers en menant des « actions coup de poing ». **La multiplication des vidéos diffusées la semaine passée de robes d'avocat jetées au sol et de blouses blanches tachées de sang ou par terre témoigne d'un malaise plus que grandissant** dans des professions, notamment les professionnels de santé, au bord de la rupture déjà depuis plusieurs années.

Malgré trois plans de sauvetage, de qualité et d'utilité diverses, la ministre de la Santé **Agnès Buzyn** ne semble pas savoir comment sortir de cette situation très délicate, et qui touche, pour la santé, le quotidien des Français et plus largement le modèle social de notre pays. **Pour la ministre, dont la marge de manœuvre politique sur ses dossiers semble désormais quasi nulle, la solution pourrait se transformer en « mission exfiltration » du gouvernement** (lire nos pages 3 et 4 de cette semaine). À l'approche des élections municipales, ce climat social fortement dégradé risque d'avoir un impact sur le scrutin, au grand dam de l'exécutif. L'annonce du ministre de l'Économie Bruno Le Maire de **la baisse du taux du livret A promet également de faire vivement réagir les classes moyennes.** Ce qui pourrait, à moins de trois mois du scrutin municipal, se traduire dans les urnes par une sanction des candidats se réclamant de La République en marche ou par une forte abstention.

Mais cette semaine, loin des contestations sociales et après des vœux à la presse accueillis avec froideur et circonspection par la profession, **le chef de l'État ouvre aujourd'hui le sommet « Choose France » au château de Versailles**, qui veut permettre à notre pays de « faire rayonner l'attractivité économique de la France », et qui attend plus de deux cents PDG d'entreprises françaises et étrangères. Ce grand raout des patrons (sont notamment attendus côté gouvernement, **les ministres Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et son ministre de tutelle Jean-Michel Blanquer, Élisabeth Borne, Agnès Buzyn, Gérald Darmanin, Amélie de Montchalin, Olivier Dussopt, Didier Guillaume, Jean-Yves Le Drian et Bruno Le Maire**) accueillera **les principaux dirigeants des entreprises du CAC 40 et du SBF 120.** Cette troisième édition, qui se tiendra avant le forum de Davos qui se déroulera à partir de demain et jusqu'au 24, a également pour but de valoriser les territoires et de renforcer la dynamique des investissements en régions, qui en ont bien besoin.

Si sur le front économique, le pays ne semble pas si mal se porter, **le climat social sous haute tension éclipse les minces réussites du gouvernement.** Dans le même temps, l'opposition politique compte bien sur les élections municipales pour tenter de se refaire une santé, avant les prochaines élections intermédiaires, puis 2022. Mais, dans l'immédiat, c'est le contexte social qu'il faut tenter d'apaiser. Sous peine d'un embrasement qui peut coûter cher politiquement.

Pierre Dumazeau

- **Éric Lombard**  
Comment il met la nouvelle Caisse des dépôts en ordre de marche ..... 2
- **Municipales et ministres en pleine hésitation**  
Buzyn tête de liste ? Guillaume sur le départ ? ..... 3
- **Actualité des territoires**  
À Paris, les 6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements au cœur de toutes les spéculations..... 4
- **Mercato dans la presse**  
Vases communicants entre *L'Opinion* et *L'Express* ..... 5
- **De Gaulle**  
La vie du Général sur grand écran, une première en France ..... 8

## EN PRIVÉ

■ **JEU DES CHAISES MUSICALES AU TRÉSOR ET À BERCY.** Odile Renaud-Basso, la patronne de la direction du Trésor devrait bientôt abandonner son prestigieux poste. Selon nos informations, cette ancienne de la Cour des comptes serait candidate pour devenir la prochaine présidente de la BERD d'ici quelques semaines. De fait, son successeur au Trésor aurait déjà été choisi en accord avec l'Élysée. Il s'agit d'Emmanuel Moulin, actuel directeur de cabinet de Bruno Le Maire à Bercy. Cet ancien conseiller économique de Nicolas Sarkozy à l'Élysée devrait se voir remplacé par l'actuel numéro deux du Trésor : Bertrand Dumont. Normalien comme Bruno Le Maire, agrégé d'histoire et énarque, il a été au début du quinquennat directeur de cabinet adjoint auprès de Bruno Le Maire, à Bercy ; maison qu'il connaît donc bien.



Retrouvez **Pierre Dumazeau** dans le « club des territoires » de la matinale de Public Sénat (canal 13 de la TNT), tous les mardis matin à 8 h 20.

Pour tout renseignement sur votre abonnement, vous pouvez vous adresser au service commercial.  
Tél. : 01 84 79 96 90  
[commercial@wansquare.com](mailto:commercial@wansquare.com)

■ **JEAN-YVES LE DRIAN**, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, et aussi ancien maire de Lorient en Bretagne, a perdu un ami lorientais très cher, Yves Daouphars, président du club sportif de la ville pendant de nombreuses années et figure du monde associatif lorientais, qui vient de décéder à l'âge de 92 ans. Alors maire de Lorient, il a pu apprécier les qualités humaines et l'investissement de ce militant associatif de longue date. C'est grâce à sa détermination et à son engagement, que Jean-Yves Le Drian a pu créer des relations d'amitié durable avec la ville allemande de Ludwigshafen avec laquelle Lorient est jumelée depuis 1963.

■ Le ministre de l'Économie et des Finances **BRUNO LE MAIRE** a donc décidé du nouveau taux du Livret A abaissé à 0,5%. À la suite d'une mesure prise par le gouvernement sous Hollande en 2015, celui-ci avait été bloqué à 0,75%, cette fixation avait ensuite été prolongée par le Premier ministre Édouard Philippe en 2018 pour deux ans. Ce gel du taux arrive donc à son terme fin janvier 2020 et un nouveau taux apparaîtra dès février. Le directeur général de la Caisse des dépôts, Éric Lombard, a également plaidé pour que le taux du livret A passe de 0,75% à 0,5%, comme le prévoit le nouveau calcul du taux.

■ **EMMANUEL MACRON**, lors de ses vœux aux forces armées sur la base aérienne 123 Orléans-Bricy de l'Armée de l'air, a annoncé que la France allait, dans les prochains jours et jusqu'en avril, envoyer au Proche-Orient le porte-avions *Charles-de-Gaulle* et son groupe aéronaval, pour contenir l'expansion du groupe État islamique. Le chef de l'État avait, il y a quelques semaines à la suite d'un accident au Mali qui avait coûté la vie à treize de nos soldats, réaffirmé le rôle de l'armée française dans cette opération de lutte contre le djihadisme.

■ **ALEXIS KOHLER**, le secrétaire général de l'Élysée, récupère le dossier Naval Group, puisque son actuel patron Hervé Guillaud sera atteint par la limite d'âge en mars prochain. Sa succession est donc d'actualité. Le nom de Benoît Ribadeau-Dumas, directeur de cabinet d'Édouard Philippe, a été cité pendant un certain temps. D'autant plus que ce dernier est un ancien de Safran, actionnaire à 35% de Naval Group. D'autres noms circulent désormais avec insistance : celui de Jean-Loïc Galle, patron de Thales Alenia Space, ou d'Alexis Morel, directeur général de l'entreprise Thales Underwater Systems, régulièrement évoqués.

■ **GUY VERHOFSTADT**, actuel président du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE) au Parlement européen, est pressenti pour présider une grande conférence sur l'avenir de l'Europe, idée née dans la tête d'Emmanuel Macron. C'est du moins ce qui était prévu en juillet dernier, mais la décision est toujours en balance. Un accord en ce sens aurait été conclu entre les libéraux et démocrates chrétiens. L'objectif de cette conférence sera de lancer une vague de réformes qui insuffleront un nouveau dynamisme à l'Europe.

### ÉRIC LOMBARD MET LA NOUVELLE CAISSE EN ORDRE DE MARCHÉ

Par une décision rendue le 30 décembre 2019, l'Autorité de la concurrence a autorisé d'une part, la Banque Postale à prendre le contrôle de CNP Assurances et d'autre part, la Caisse des dépôts et consignations à détenir, désormais seule, le contrôle du groupe La Poste. Ces deux opérations, qui ont lieu simultanément, résultent de la réorganisation de la détention du capital du groupe La Poste et de CNP Assurances afin de créer, à l'initiative du Gouvernement, un pôle de bancassurance public. Compte tenu de la présence de la CDC et du groupe La Poste dans de nombreux secteurs économiques, l'analyse de l'Autorité de la concurrence a porté sur un grand nombre de marchés dans des secteurs variés. Il s'agissait notamment des secteurs de la banque, de l'assurance, de l'immobilier, du traitement des documents et des données, de l'accès à internet et de la santé. Il semble que l'attention de l'Autorité de la concurrence s'est portée plus particulièrement sur les marchés de l'assurance, sur lesquels CNP Assurances et La Banque Postale sont présentes, ainsi que sur les marchés bancaires sur lesquels La Banque Postale et la CDC sont actives. L'Autorité s'est notamment interrogée sur les conséquences du regroupement, au sein d'un même groupe, des activités de banque et d'assurance. Elle a constaté que les parts des marchés respectives des parties sur l'ensemble des marchés identifiés restaient modérées, et que d'autres acteurs puissants sur les secteurs de la banque et de l'assurance étaient actifs sur ces marchés tels que le Crédit Agricole, le Crédit Mutuel, BNP-Paribas et BPCE. Enfin, l'Autorité a pris en compte l'apparition d'offres nouvelles en ligne, que l'on appelle les néo-banques.

■ La ministre de la Santé **AGNÈS BUZYN** est en mauvaise posture à la suite de la grève de plus de 1000 praticiens hospitaliers. Elle a déjà concocté trois plans pour l'hôpital en moins d'un an. Mais dans les trois cas, il s'agit de plans comptables avec notamment une importante reprise de dette. Le problème, c'est que cela ne soulage en rien le travail des médecins et cela ne fait pas augmenter le nombre de lits dans les hôpitaux. La ministre devait rencontrer un collectif de médecins en fin de semaine, avec, peut-être à la clé, une revalorisation salariale de 300 euros pour les infirmières et les aides-soignantes. La crise de l'hôpital public, qui dure depuis de nombreux mois, semble s'ancre dans la durée, ce qui fragilise toujours un peu plus l'actuelle ministre de la Santé.

■ Le chef de l'État **EMMANUEL MACRON** n'a pas prévu de participer à des déplacements ou à des meetings spécifiques dans le cadre de la campagne pour les élections municipales. Pour l'instant, les personnalités les plus impliquées sur ce dossier sont Stanislas Guérini et Pierre Person, numéro un et deux de LREM, son conseiller spécial Philippe Grangeon, son conseiller Jérôme Peyrat, mais aussi les deux conseillers techniques de Matignon chargés des relations avec les élus, Xavier Chinaud et Francis Decoux.

■ **MICHEL DELPIT**, chef de cabinet du chef d'état-major de l'Armée de terre et ancien chef de corps du 1<sup>er</sup> RPIMA, un régiment souvent sollicité par le Commandement des Opérations spéciales pour accomplir des missions difficiles et basé à Bayonne, est sur la liste d'aptitude afin de devenir général de brigade dès cette année. Diplômé du CHEM et de l'IHEDN en 2018, Michel Delpit est considéré comme un très grand professionnel dans le monde du renseignement.

■ La ministre des Armées **FLORENCE PARLY** s'est rendue à Washington D.C. pour évoquer avec les États-Unis le rôle du pays au Sahel. La semaine dernière, la France et le G5 Sahel ont révélé qu'un nouveau cadre opérationnel sera mis en place, mettant l'accent sur des priorités revues et concentrées sur la zone des « trois frontières » (Mali, Niger et Burkina Faso). Pour se faire, la ministre des Armées compte sur un soutien plein et entier des États-Unis afin de prendre une part active dans ce futur dispositif.

■ **LES HÉSITATIONS D'AGNÈS BUZYN.**

Ira, ira pas ? L'actuelle ministre de la Santé Agnès Buzyn, empêtrée depuis des mois dans la crise dans l'hôpital public, qui ne s'estompe pas malgré trois plans de sauvetage, a entendu le message du chef de l'État qui a souhaité que ses ministres « s'engagent pleinement » dans les élections municipales du mois de mars prochain. Ainsi, selon nos informations, le point de chute envisagé depuis plusieurs semaines pour l'actuelle ministre avait été le 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où la ministre aurait envisagé d'être tête de liste ou numéro deux. C'est également son arrondissement de résidence. Mais avec l'imbroglio qui règne à droite et les volontés de rassemblement dans cet arrondissement (*lire notre brève en page 4 de cette Lettre*), la ministre serait désormais tentée par le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour essayer un coup de poker et essayer ainsi d'affaiblir Philippe Goujon en prenant une partie des (nombreuses) voix de droite de l'arrondissement stratégique, tant elle peut apporter de nombreux conseillers de Paris. La décision devrait être prise et révélée dans les prochains jours.

■ **BIARRITZ : UN DÉPART DE DIDIER GUILLAUME DANS LES PROCHAINES SEMAINES ?**

Se défendant de tout parachutage, l'actuel ministre de l'Agriculture n'en a pas moins choisi une ville où un secrétaire d'État, Jean-Baptiste Lemoyne, se trouve déjà sur la liste du maire sortant MoDem. Excédé par cette situation, le Premier ministre Édouard Philippe a promis de rapidement clarifier la situation, et envisagerait un départ rapide, dans les prochaines semaines, de son actuel ministre de l'Agriculture (même si, du côté de Didier Guillaume, c'est « silence radio » depuis plusieurs jours). La République en Marche, elle, a choisi « la stricte neutralité » pour la ville. Cette situation inédite irrite au plus haut sommet de l'État où plusieurs noms circulent déjà pour remplacer Didier Guillaume. Et, comme vous le révélait votre *Lettre* la semaine dernière, c'est le député de la Creuse Jean-Baptiste Moreau qui est le grand favori. Si l'option d'un départ de Didier Guillaume se confirme, cela reviendrait soit à faire un remplacement « poste par poste » avant un remaniement plus large après les prochaines élections municipales, soit, moins probable, à avancer la date du remaniement et le faire avant le scrutin. Politiquement risquée, cette option ne serait pas privilégiée, pour le moment.

■ **MONTROUGE : UNE ANCIENNE SECRÉTAIRE D'ÉTAT, PLUSIEURS LISTES « LREM COMPATIBLES »**

Erwan Lestrohan, depuis 4 ans directeur d'études au département Opinion de l'institut de sondages BVA, est nommé responsable du pôle participatif de la ville de Montrouge. Le recrutement de cet ancien des instituts OpinionWay et LH2 coïncide avec la promesse faite par le maire sortant Étienne Lengereau (UDI) — qui s'est déclaré candidat aux municipales de mars, ce 15 janvier —, d'une ville « plus participative ». Soutenu par LREM, Lengereau, directeur à temps partiel de la mission Grand Paris à La Poste, devrait accueillir sur sa liste la députée LREM et questeuse de l'Assemblée, Lauriane Rossi. Cet ancien du cabinet Delevoye à la Fonction publique sous Raffarin aura face à lui Juliette Méadel, ex-secrétaire d'État de Manuel Valls, qui brigait aussi l'investiture d'En Marche ! Se trouvera aussi une liste écologique et solidaire qui réunit LFI, EELV et Génération-s.

■ Le député (LR) de la 1<sup>re</sup> circonscription de la Manche, **PHILIPPE GOSSELIN**, a été honoré des mains du président de la commission des lois du Sénat, **PHILIPPE BAS**, du diplôme de maire honoraire, pour avoir passé vingt-deux ans à la tête de la ville de Remilly-sur-Lozon. Mais, plus rare, le député s'est vu remettre, toujours par Philippe Bas, la médaille d'Or du Sénat, gravée à son nom. « Une première pour un député ! », n'a pas manqué de déclarer le sénateur au cours de la cérémonie, émouvante et intimiste, où le député Gosselin s'est empressé de souligner, avec humour, que ce n'était pas tous les jours qu'il y avait une si bonne entente entre les deux chambres parlementaires !

■ La maire de Paris **ANNE HIDALGO** peine à vendre son ouvrage *Le lieu des possibles* (éditions de l'Observatoire), sorti le 25 septembre dernier. Après quasiment quatre mois de présence de librairies, et après sa déclaration officielle de candidature à sa réélection, l'ouvrage n'a été vendu qu'à un peu moins de 2 500 exemplaires (2 492 selon les chiffres consultés par *La Lettre*).

LA COULISSE DE LA SEMAINE

**CES ÉCOLOS QUI BOUSCULENT LES ÉLECTIONS MUNICIPALES**

« Il y avait, certes, quelques signes en 2014. Mais là, c'est carrément devenu une force politique. Malgré leurs divisions et leurs propos alarmistes, ils vont faire du mal ! », assure, résigné, un poids lourd des Républicains qui estime que les villes de droite doivent « désormais lutter non seulement contre En Marche, mais aussi contre la poussée écolo en faisant des propositions audacieuses ». Car, dans de nombreuses villes comme au niveau national, on s'étonne du poids de plus en plus croissant que prend, au fil de la campagne, le vote écolo. « Ils n'étaient pas sûrs de transformer l'essai politique après le score correct aux élections européennes », analyse pour *La Lettre* un connaisseur du milieu écologiste. Il estime, par ailleurs, que « si Julien Bayou tient son rôle sans pour autant se fâcher avec David Corman ou diviser l'organisation interne, alors l'écologie politique pourra encore avoir un avenir ». Et c'est peu dire que, dans certaines villes, l'écologie tient bon : Grenoble, déjà tenue par le maire EELV Éric Piolle, mais aussi

des grandes villes où la poussée écolo est très importante comme, Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Perpignan, Besançon... Le parti Europe Écologie-Les Verts a aussi l'avantage, désormais, d'être attractif, et donc d'attirer non pas des cadres issus du monde politique, mais des militants et cadres associatifs de mouvements militants écologistes ou de défense des animaux. « C'est très nouveau : une nouvelle attirance est née et récupère la sensibilité de gauche qui désormais ne se tourne plus vers le PS », estime une figure écolo, élue en Île-de-France. « Le fait que l'actualité récente prouve également la réalité du changement climatique aide à obtenir de bons résultats électoraux », abonde l'élue, ajoutant que « la prise de conscience est certainement beaucoup plus massive désormais ». Prise de conscience, mode du moment où véritable encrage en régions, le vote écologiste est désormais vu comme une véritable menace par les partis « traditionnels », qui chercheront à surfer sur cette nouvelle évolution du vote des Français.

## Abbeville : micmac des candidatures pour LREM

La République en Marche va-t-elle conserver Abbeville (Hauts-de-France), l'une des rares villes qu'elle détenait déjà ? Maire de la deuxième ville de la Somme élu sous étiquette du PS depuis 2004, Nicolas Dumont, passé LREM en 2017, n'est pas candidat pour un troisième mandat, mais sera peut-être sur la liste de rassemblement menée par son adjoint Aurélien Dovergne. Rejointe par l'industriel et opposant Stéphane Decayeux, aujourd'hui dissident Les Républicains, et soutenue par LREM, cette liste de rassemblement a reçu l'appui discret du sénateur Jérôme Bignon (Indépendants-Agir). Mais elle devra affronter la liste UDI-LR bâtie par Pascal Demarthe, ex-député PS (car ex-suppléant de Pascale Boistard), soutenue par un autre sénateur, Daniel Dubois (UDI-UC). Plus celle, sans étiquette, du médecin urgentiste Michel Kfoury, seul à avoir demandé, en vain, l'investiture LREM ! Ex-président de Novissen, l'association qui a combattu le projet de ferme des 1 000 vaches, Michel Kfoury a l'appui de la députée LREM Barbara Pompili et de la députée européenne Karima Delli (EELV). Mais ce n'est pas tout ! Patricia Chagnon, conseillère municipale et ancienne présidente de l'office de tourisme, mènera la liste du Rassemblement national dans une ville où la liste Bardella est arrivée en tête avec 33 % des voix aux Européennes. Enfin, Angelo Tonolli, l'ex-assistant parlementaire du député Insoumis-PC François Ruffin, conduira avec l'enseignante Isabelle Arcival une liste d'union des gauches PC-PS-EELV-Insoumis. ■

■ **RÉGIONALES 2021: ÇA BOUGE EN CENTRE-VAL DE LOIRE.** En Centre-Val de Loire, l'activisme du vice-président des Républicains et député de la 2<sup>e</sup> circonscription du Loir-et-Cher, Guillaume Peltier, qui communique de plus en plus en local, commence fortement à irriter certains parlementaires LR qui songent à le « débrancher » en vue des prochaines élections régionales de 2021. Le nom de Nicolas Forissier, ancien ministre et parlementaire de l'Indre, circule avec insistance pour mener le combat en tant que tête de liste.

■ **JACQUELINE GOURAULT** poursuit sa tournée pour promouvoir la fameuse loi « 3D » pour les territoires. La ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales se rend

aujourd'hui même à Dijon pour la troisième concertation régionale pour l'élaboration du projet de loi « décentralisation, différenciation et déconcentration », en présence d'une centaine d'élus locaux et de parlementaires.

■ **LA DRÔLE D'UNION DE LA GAUCHE À TOURS.** Les chefs de files locaux du PS, Cathy Munsch-Masset, d'EELV, Emmanuel Denis, et de la France insoumise (LFI), Bertrand Renaud, ont lancé leur campagne pour ravir la mairie de Tours sur le thème de l'union retrouvée entre frères ennemis de la gauche tourangelle. La réalité laisse pourtant apparaître cinq autres listes « progressistes » dissidentes à l'occasion des municipales de mars 2020. Ainsi, Claude Bourdin (LFI), Michaël Cortot, ex-premier secrétaire du PS en Indre-et-Loire, et Sté-

phane Gravioloff, viendront grappiller des voix aux unionistes. Deux proches de l'ancien maire socialiste Jean Germain, Nicolas Gautreau et Philippe Lacaïlle, sont également sur les rangs pour renverser Christophe Bouchet. Le maire de Tours, qui représente l'union de la droite et du centre, déplore-lui la concurrence de son ancien colistier, Xavier Dateu.

■ **LE SÉNAT « CONTINUERA À ÊTRE UN CONTRE-POUVOIR »,** selon son président Gérard Larcher, qui a prononcé cette phrase lors de ses vœux aux corps constitués, où il a également estimé que la Chambre haute avait « imprimé sa marque » sur de nombreux textes de l'année écoulée. Gérard Larcher a également expliqué que le Sénat poursuivait son travail de transparence et de modernisation.

### DANS LE 15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT, L'INFLUENT PHILIPPE GOUJON SE FAIT DÉSIÉRER...

La Commission nationale d'investiture (CNI) des Républicains, qui s'est tenue mercredi dernier au siège du parti, désormais présidé par Christian Jacob, n'a pas réussi à trancher pour l'épineuse question de certaines investitures à Paris ; et notamment celle, essentielle, du 15<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, endroit clé qui, pourvoyant un très grand nombre de conseillers au Conseil de Paris, peut faire basculer l'élection. Le maire LR sortant, Philippe Goujon, n'a en effet pas encore officiellement soutenu la candidate de son parti Rachida Dati. Pis : il a pendant de nombreuses semaines laissé entendre qu'il soutiendrait Pierre-Yves Bournazel, désormais ex-candidat rallié à Benjamin Griveaux, après avoir rejoint l' élu du 18<sup>e</sup> arrondissement lors de la création d'un groupe dissident à LR au Conseil de Paris. La CNI a donc été claire, selon nos informations : s'il souhaite son investiture LR dans son arrondissement, il doit soutenir publiquement Rachida Dati. Philippe Goujon, lui, a déclaré en CNI qu'il « soutiendrait la personne la plus à même de battre Anne Hidalgo ». Bien que se faisant désirer, il n'est pas pour le moment question de mettre un candidat dissident face au maire sortant. Tout cela devrait se régler, selon plusieurs sources internes à la commission, lors de la nouvelle CNI prévue ce mercredi. ■

### ...ET DANS LE 6<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT, LE SAVANT MÉLANGE DE JEAN-PIERRE LECOQ

Le maire (LR) du 6<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, Jean-Pierre Lecoq – candidat à sa réélection avec le soutien de son parti des Républicains – souhaite faire une liste d'union et de rassemblement, comme il l'a déjà signifié à l'État-major LR, et dans l'hypothèse où Agnès Buzyn ne se présente pas en tête de liste dans l'arrondissement (*lire notre brève page 3*). Ainsi, s'il a réservé la deuxième place de la liste à Marielle de Sarnez (MoDem), conseillère de Paris sortante, la troisième place devrait être attribuée, selon nos informations, à un homme issu des rangs de la République en Marche. Importante, cette troisième place en position éligible pour le Conseil de Paris participera à l'élection du maire de Paris pour le « troisième tour » et donc, si c'est En Marche, à favoriser l'élection de Benjamin Griveaux à l'hôtel de ville. Le nom devrait être connu dans les prochaines semaines après discussions entre LREM et Jean-Pierre Lecoq. ■

## Le Conseil des médias démarre *a minima*

La composition du bureau du nouveau Conseil de déontologie journalistique et de médiation (CDJM), fondé fin 2019 par l'universitaire Patrick Eveno, reflète le peu d'engouement des médias français vis-à-vis ce type d'instance. Considéré par nombre d'entre eux comme un nouvel ordre professionnel, son efficacité semble limitée par avance puisqu'aucun grand média d'information politique et générale n'a fait le choix d'y participer. Association tripartite, le CDJM, que tout citoyen pourra saisir sur les questions de déontologie des journalistes, n'a trouvé un écho favorable que du côté de la Fédération française des agences de presse (FFAP) dont la présidente, Kathleen Grosset, en devient vice-présidente. Également favorable au CDJM, la Fédération nationale de la presse spécialisée (FNPS), qui représente les éditeurs professionnels, entre au bureau via son directeur juridique, Boris Bizic. ■

## Vases communicants entre *L'Opinion* et *L'Express*

Corinne Lhaïk, journaliste politique à *L'Express*, vient d'arriver à *L'Opinion*. Au sein du quotidien libéral de Nicolas Beytout, elle succède à Fanny Guinochet. Cette dernière avait elle-même rejoint le newsmagazine d'Alain Weill en novembre. Une soixantaine de journalistes ont quitté *L'Express* depuis son rachat avant l'été par le PDG d'Altice France. ■

■ **20 MINUTES RECRUTE CHEZ SOUBIE.** Le quotidien gratuit *20 minutes* (Rosset/Ouest France) continue à réorganiser sa rédaction un an après l'arrivée d'Armelle Le Goff à sa tête. Ainsi, un second poste de responsable de l'actualité (police-justice-politique) a été créé et confié à Clément Giuliano. Cet ancien rédacteur en chef d'*AEF Sécurité globale*, l'un des fils d'actualité d'*AEF*, l'agence d'information de l'ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy, Raymond Soubie, travaillera en binôme chez *20 minutes* avec Jean Bouclier.

■ **FRAIDENRAICH ET SOUMIER SE RETROUVENT.** Stéphane Soumier, qui lancera courant mars la nouvelle chaîne de télévision entrepreneuriale Bsmart, avec Czech Media Invest France, s'est associé dans l'aventure avec Pierre Fraidenraich. Ce dernier est l'ancien directeur général de BFM Business dont Stéphane Soumier était le directeur de la rédaction.

■ **NATHALIE BAYLAUCQ À L'EXPRESS.** Sortie le 16 janvier, la nouvelle formule de *L'Express* a été réalisée par l'agence de graphisme de Nathalie Baylaucq. Le choix de cette franco-canadienne, rodée aux refontes de titres anglo-saxons, n'est pas fortuit. Le nouvel *Express*, resserré notamment sur l'économie, l'international et les sciences, a pris pour modèle *The Economist*, le très élitiste hebdomadaire économique britannique. À la clé, une réduction de 25% de la pagination de *L'Express*, qui passera de 132 à 84 pages, incluant une diminution du nombre de photos et d'infographies au profit des textes.

■ **PIF GADGET REPART DANS LES LIMBES.** La célèbre marque de presse pour adolescents, détenue par *L'Humanité*, ne ressortira pas, compte tenu des difficultés financières du quotidien communiste. Chargé de faire renaître *Pif*, le journaliste Frédéric Gargaud

a été réintégré dans la rédaction, désormais commune, de *L'Humanité* et de *L'Humanité dimanche*. Dans le cadre de ce projet de relance, une opération de crowdfunding avait rapporté en juillet 2019 plus de 55 000 euros sans que les donateurs n'aient été remboursés, selon *Le Parisien*.

■ **CHALLENGES: PERDRIEL REPREND SA MISE.** L'accord capitalistique signé en 2017 entre Claude Perdriel, propriétaire de *Challenges*, et Carlos Ghosn, ex-Pdg, est enterré. Le patron de presse vient de racheter les 35% de son groupe encore détenus par le constructeur automobile. La chute de Carlos Ghosn n'est pas la seule raison du divorce. Renault, qui a gelé son projet de plate-forme de contenu embarqué Augmented Editorial Xperience (AEX) conçu avec Publicis pour alimenter la voiture autonome, focalise désormais ses investissements sur les véhicules électriques.

### BRUNO ZARO DOIT BOOSTER LES REVENUS DE ZEPROS

Bruno Zaro, ancien directeur général de l'hebdomadaire gratuit *À Nous Paris*, vient d'être recruté par Zepros comme directeur marketing et développement. Au sein du groupe de Philippe Paulic (8 millions d'euros de recettes en 2019 et 40 salariés), il est notamment chargé de développer le portefeuille de 12 titres traitant de l'automobile (Auto Zepros), la restauration (Resto Zepros), le BTP (Bati Zepros), et les collectivités. Deux nouveaux gratuits seront ainsi lancés au second semestre sur la restauration et le bâtiment. Autre levier de croissance, l'événementiel avec l'émergence cette année de Ze Awards du bâtiment. Le groupe compte aussi se développer sur la formation avec le lancement de Zepros Academy en 2020. Zepros vise une augmentation de 15% de son chiffre d'affaires cette année. ■

### GRANDES MANŒUVRES CHEZ REWORLD MEDIA

Repreneurs au second semestre 2019 du portefeuille de quarante titres de Mondadori France, Pascal Chevalier et Gautier Normand, dirigeants de Reworld Media, ont entamé sans tarder la restructuration de cet ensemble pesant environ 500 millions d'euros de chiffre d'affaires. Elle passe par la filialisation de l'ancienne régie publicitaire Mondadori Media Connect. Rebaptisée Reworld Media Connect et employant une centaine de salariés, cette dernière sera pilotée par Élodie Bretaudeau et rejoindra l'immeuble de Reworld Media, à Boulogne. Les services digitaux des marques, également filialisés via Reworld Media Factory, soit une vingtaine de personnes, seront aussi regroupés à Boulogne. Les rédactions des titres, actuellement installées à Montrouge, déménageront quant à elles dans de nouveaux locaux, nettement réduits, à Bagneux. Près de 200 journalistes, soit la moitié des effectifs, ont fait jouer la clause de cession ouverte jusqu'au 31 décembre 2019. De l'ancien comité de direction de Mondadori France, ne restent plus en poste que Stéphane Haitaian, directeur du pôle « Infotainment » (*Télé Poche*, *Télé Star*, etc.), « Nature » (*Le Chasseur français*, etc.) et « Automobile » (*Autoplus*, etc.), et le DAF, Xavier Cavenel. Le premier serait lui aussi sur le départ, selon des sources internes concordantes. ■

■ **THIERRY BRETON**, commissaire au marché intérieur de l'Union européenne échangera aujourd'hui lundi, et pour la première fois à la presse, sur les priorités politiques de la nouvelle Commission et sur les objectifs de son mandat, à la représentation en France de la Commission européenne.

■ **TIME FOR THE PLANET** est la première entreprise française à avoir fait le choix d'immatriculation en tant que société à mission, statut prévu par l'un des décrets de la loi PACTE, selon les informations exclusives de *La Lettre de l'Expansion*. Comme son nom l'indique, l'entreprise agit pour le bien commun « by design » en finançant des entreprises actives dans la lutte contre le réchauffement climatique. Après qu'elle a affiché clairement sa mission, l'entreprise sera jugée sur ses résultats par : un organisme interne, c'est-à-dire par un Comité de mission nommé à cet effet, et à l'intérieur duquel figure au moins un employé ; et un organisme indépendant, qui donnera un avis au minimum tous les deux ans sur le rapport du Comité de mission. C'est pourquoi une entreprise aura tout à gagner, mais aussi tout à perdre.

■ **NOKIA BELL** (ex-Alcatel Lucent Belgique), qui emploie 1300 personnes à Anvers, a engagé la suppression de 104 emplois supplémentaires, quasi un an jour pour jour après l'annonce de 107 licenciements. D'autres pays où est présent le groupe sont soumis au même régime, mais la Belgique et l'Allemagne le subissent de manière beaucoup plus importante. En Finlande, quelque 180 emplois vont disparaître du groupe et quelque 200 en Allemagne.

■ **CRÉDIT AGRICOLE** a annoncé le démantèlement de 35 % du mécanisme de garantie « Switch » mis en place entre les Caisses régionales et le Crédit Agricole SA dès le 2 mars prochain, soit moins d'un an après la publication de son plan moyen terme, dans lequel il s'était engagé à démanteler la moitié de cette garantie d'ici à 2022. Pour rappel, le mécanisme Switch consiste en un transfert d'une partie des contraintes réglementaires de Crédit Agricole SA vers les Caisses régionales, au titre de ses activités d'assurance contre rémunération fixe. Cette opération est une nouvelle étape visant à la simplification de la structure de solvabilité de CASA, qui a un impact relatif de 58 millions d'euros sur le résultat net en 2020 et d'environ 70 millions d'euros en année pleine, selon la banque.

## L'ACTIVISME À TOUTES LES SAUCES

Après Paris Europlace, le Club des juristes, le rapport élaboré par Éric Woerth et Benjamin Dirx auditionnés par la mission parlementaire, c'est au tour de Lazard d'analyser, dans un compte rendu très attendu, les données de l'année écoulée autour d'un sujet phare, celui de l'activisme.

Certes, le nombre d'entreprises visées par des campagnes activistes a chuté de 17 % à 187 entre 2018 et 2019, mais il n'y a jamais eu autant d'actionnaires qui se sont opposés aux politiques entrepreneuriales l'an dernier. Comme la Place le redoute en France, il n'est plus rare de voir les porteurs de parts adopter un comportement agressif, conclut le nouveau rapport de Lazard publié hier sur le sujet. Les montants des sommes investies par les militants pour atteindre leur but ont chuté significativement sur 365 jours, passant de 66,4 milliards de dollars à 42,2 milliards de dollars en 2018, de sorte que si les techniques se font connaître par un plus grand nombre d'actionnaires, la tendance, tout de même très élevée, se nivelle.

Surtout, il faut dire que les campagnes activistes ne sont pas toujours une mauvaise chose. À ce sujet, les accents mis sur les facteurs ESG continuent de croître. Preuve en est, au cours des deux dernières années, l'actif sous gestion représenté par les signataires des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies a augmenté de 26 %. L'année 2019 a d'ailleurs été marquée par un changement de paradigme puissant, mené par les plus grands dirigeants des États-Unis, qui ont choisi de balayer l'ancien modèle de l'entreprise, hérité de Milton Friedman, selon qui seul l'enrichissement des actionnaires compte, pour un modèle multipartite, qui entend toutes les parties prenantes, des employés à l'environnement.

■ **LE MEDEF** a réalisé un sondage auprès de ses adhérents pour estimer le coût de la grève qui dure depuis près de 50 jours. En moyenne, les salariés sondés dans les entreprises installées à Paris ont perdu 233 euros, même si plus d'un tiers de ces entreprises ont pris en charge des places de coworking, 19 % ont participé au financement de moyens de transport alternatifs, et que 18 % des entreprises ont contribué à la location d'un logement à proximité du lieu de travail. Sur le plan de l'organisation du travail, plus de la moitié des entreprises (58 %) ont utilisé le télétravail en moyenne 1,5 jour par semaine, 42 % ont aménagé les horaires de travail et 65 % ont reporté des réunions prévues à l'extérieur du lieu de travail.

■ Selon un rapport de **MOODY'S**, 2019 a été une année record d'émissions de dette par des sociétés françaises. L'échantillon de 78 entreprises a contracté un niveau de dette brute de 836 milliards d'euros l'an passé, son plus haut niveau sur cinq ans. L'agence de notation estime que si les versements de dividendes atteignent des records et que les dépenses d'investissement sont dynamiques, les niveaux de liquidité de ces groupes sont suffisants et les risques de refinancement limités pour les deux prochaines années. Le volume d'émissions de dette devrait ainsi passer de 85 milliards d'euros en 2019 à 70-80 milliards en 2020, selon Moody's, qui a une perspective négative de crédit sur 19 % des sociétés à l'étude.

## LE MARCHÉ AUTOMOBILE EUROPÉEN

a fortement progressé en décembre 2019, avec une hausse de 21,7 % des immatriculations à 1,22 million de véhicules, selon l'Association des constructeurs européens d'automobile (ACEA). La France affiche la plus forte augmentation du Vieux Continent avec une progression de 27,7 % en cette fin d'année, les acheteurs anticipant une forte hausse du malus sur les véhicules les plus polluants à partir de début 2020. Sur l'année 2019, les ventes de voitures neuves ont grimpé de 1,2 % à plus de 15,3 millions de véhicules, soit la sixième année consécutive de hausse. Le constructeur Renault évolue dans cette moyenne, avec une augmentation de 1,1 % de ses ventes, tandis que PSA a perdu des parts de marché, avec une baisse de 1,1 % en 2019.

■ **LUCARA** a récupéré un diamant brut de 1758 carats - le deuxième plus gros découvert en un siècle - en avril dernier. Désormais, nous connaissons l'acheteur. Il s'agit de Louis Vuitton, la maison de luxe française de 166 ans, connue pour ses sacs à main en cuir et pour être le joyau de l'empire des produits de luxe de Bernard Arnault (215 milliards d'euros). En 2012 déjà, Louis Vuitton avait signalé son intention de rivaliser avec l'élite mondiale de la joaillerie en ouvrant son premier magasin sur l'opulente Place Vendôme à Paris, comprenant un atelier à l'étage.

## BRUXELLES DÉVOILE SON PLAN D'INVESTISSEMENT POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'exécutif européen a présenté mardi dernier, devant le Parlement de Strasbourg, un « mécanisme de transition juste » pour financer la transition énergétique dans les régions les plus dépendantes au charbon et qui en redoutent les conséquences économiques et sociales. Ce véhicule sera doté de 7,5 milliards d'euros sur la période 2021-2027, soit la période couverte par le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) de l'Union européenne. Ouvert à tous les États membres, il vise toutefois surtout à soutenir les régions pour qui la transition énergétique sera plus douloureuse et, en particulier, les

pays les plus dépendants aux énergies fossiles, comme le charbon, le lignite ou la tourbe. La Pologne, la Grèce, de nombreux pays de l'Est mais aussi certaines régions outre-Rhin sont concernés. Chaque euro dépensé par le fonds devra être accompagné d'un cofinancement de l'État membre dans lequel se trouve la région aidée. Deux autres piliers soutiendront le Green Deal d'Ursula von der Leyen : des financements *via* le programme d'investissement InvestEU et des prêts de la Banque européenne d'investissement, qui devrait devenir la « banque du climat » de l'Union européenne. ■

## MINUTES DE LA BANQUE CENTRE EUROPÉENNE : APAISEMENT AU SEIN DES GOUVERNEURS

Après de très fortes tensions entre les gouverneurs de la BCE à l'automne dernier, qui avaient conduit à la démission de Sabine Lautenschläger, opposée à la baisse du taux de dépôts, l'exécutif de Francfort a visiblement retrouvé un semblant de cohésion. Le départ de Mario Draghi et l'arrivée de Christine Lagarde ont certainement contribué à l'apaisement des relations. C'est du moins ce dont témoignent les minutes dévoilées la semaine dernière, qui constituent le premier compte rendu écrit de la conférence des gouverneurs depuis que Lagarde a pris la présidence de la BCE. Selon le contenu de ce

« procès-verbal », la BCE anticipe une reprise modérée de la croissance, avec des risques orientés à la baisse pour les perspectives économiques de la zone. Les gouverneurs ont également estimé que l'orientation actuelle de la politique monétaire était tout à fait appropriée, et apportait un soutien suffisant à la croissance et à l'inflation. Les membres de la BCE ont donc visiblement décidé de maintenir leurs controverses à huis clos, pour le moment. La prochaine réunion de politique monétaire, qui aura lieu ce jeudi, permettra, par ailleurs, d'avoir plus de détails sur la revue stratégique de la banque, qui a débuté ce mois-ci. ■

## UNE DEMANDE DE PÉTROLE PLUS IMPORTANTE EN 2020 SELON L'OPEP

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a revu en hausse sa prévision de la demande mondiale de pétrole brut cette année. L'Opep pense qu'elle atteindra 1,22 million de barils par jour (mbj) cette année. La demande mondiale de brut devrait ainsi passer de 99,77 mbj en 2019 à 100,98 en 2020, selon le rapport de l'organisation basée à Vienne. Ce changement « reflète essentiellement une perspective économique améliorée pour 2020 », explique-t-elle. La croissance économique mondiale devrait ainsi accélérer à 3,1 % cette année, contre 3,0 % en 2019. « L'environnement de taux d'intérêt bas devrait soutenir la croissance économique », explique l'Opep. De fait, les principales banques centrales du monde, la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne pour ne citer qu'elles, ne devraient pas bouger leurs taux d'intérêt en 2020. Par ailleurs, l'Opep évoque les politiques budgétaires des États comme appui à la demande de pétrole expliquant que, « des soutiens additionnels pourraient peut-être provenir de certains pays disposant de larges marges de manœuvre budgétaires, qui peuvent emprunter à taux bas – et parfois à des taux négatifs – pour financer des projets d'infrastructure, ce qui devrait soutenir la demande pour le pétrole ». ■

## VU DE LA CITY

### LA BANQUE D'ANGLETERRE VA-T-ELLE SE RENDRE AU CHEVET DE L'INFLATION ?

L'inflation au Royaume-Uni a nettement ralenti en décembre à 1,3 % en glissement annuel pour tomber au plus bas en trois ans, ce qui accroît les attentes des économistes envers une possible baisse de taux de la Banque d'Angleterre, à quelques semaines du Brexit. Les principaux facteurs de recul comprennent les services de transport, les carburants, les vêtements, mais aussi les tarifs hôteliers, précise le Bureau des statistiques. Ainsi, l'inflation continue de s'éloigner de la cible des 2 % de la Banque d'Angleterre. Depuis quelque temps, on discute au sein de cette dernière sur le fait de savoir s'il est opportun ou non de baisser le taux d'intérêt directeur – à 0,75 % actuellement. Récemment, plusieurs responsables de la Banque d'Angleterre (BoE), dont le gouverneur, Mark Carney, ont pris la parole pour signaler la possibilité d'une baisse à la fin du mois. Et quelques minutes avant la publication sur l'inflation, un autre membre du Comité

de politique monétaire de la Banque d'Angleterre, Michael Saunders, qui s'était déjà prononcé en faveur d'une baisse des taux, a de nouveau milité pour cela. Si la conjoncture ne s'améliore pas, « il pourrait être approprié d'abaisser les taux », a-t-il jugé. De fait, une inflation durablement plus faible pourrait justifier ce mouvement de baisse puisque cela permettra de donner un coup de boost à l'activité et *in fine* aux prix. « Ces chiffres pourraient être suffisants pour faire pencher le Comité de politique monétaire de la BoE en faveur d'une baisse imminente. Tout dépendra maintenant des nouvelles économiques pour les semaines à venir », explique Capital Economics, cabinet spécialisé en recherche économique. Si les chiffres ne s'améliorent pas, les taux d'intérêt pourraient être abaissés de 25 points de base, ajoute Capital Economics. Réponse lors de la prochaine réunion du Comité de politique monétaire, le 30 janvier.

■ **CHRISTIAN PIAT**, qui présidait aux destinées de Bonpoint, filiale du groupe dirigé par Christopher Descours, a démissionné de ses fonctions il y a quelques jours au profit de Pierre-André Cauche, ancien patron du groupe d'habillement Ikks. Ce dernier a largement contribué au redressement de cette marque acquise en 2014 par Roger Zannier et au développement de laquelle s'était associé LBO France. Il succède de fait à Marie-Sabine Leclercq qui a longtemps dirigé la marque enfantine.

■ **JENNIFER YU**, qui a travaillé en Chine chez Rothschild & Co, s'appête à lancer un fonds de capital-investissement qui vise à investir notamment en Europe. Selon les informations de *La Lettre de l'Expansion*, elle est en train de lever environ 800 millions de dollars. Rothschild prévoit d'investir dans ce fonds, qui cherche également à lever des capitaux auprès de fonds souverains asiatiques, d'entreprises chinoises et d'investisseurs internationaux.

■ **DOMINIQUE STRAUSS-KAHN** estime que la disparition du Franc CFA est une excellente nouvelle. Pour l'ancien patron du FMI, le CFA n'était rien d'autre qu'un vieux vestige de la période coloniale. Outre le nom de la monnaie, qui au tout début était appelée le Franc des colonies françaises d'Afrique, l'obligation pour les nations utilisant le FCFA de déposer des réserves de changes au sein de la Banque de France était perçue comme une véritable humiliation. Selon DSK, la souveraineté monétaire est donc devenue pleine en Afrique.

■ **CHARLES WEMAËRE** est le nouveau directeur mondial des rechanges, chargé de la stratégie relative aux pièces de rechange et des efforts logistiques déployés pour la flotte mondiale des Dassault Falcon. Placé sous la responsabilité de Pierre Thielin, directeur du service client mondial, au sein de la direction des avions civils de Dassault Aviation, Charles Wemaëre a précédemment été le directeur adjoint de Serge Elias, l'ancien directeur mondial des rechanges, qui prend sa retraite. Après une longue carrière dans l'industrie automobile, Charles Wemaëre a rejoint Dassault Aviation en 2011.

■ **EMMANUEL MACRON** visitera ce matin l'usine d'AstraZeneca à Dunkerque. Déjà visitée par François Hollande en 2013, cette usine fabrique des dispositifs d'inhalation pour l'asthme. Pour le chef de l'État il s'agit de saluer ainsi les investisseurs étrangers qui s'implantent en France, juste avant de rejoindre le sommet « Choose France » qui réunit à Versailles des patrons étrangers sur le chemin de Davos. À l'occasion de cette visite, AstraZeneca devrait annoncer un programme d'investissement de 135 millions sur trois ans.

■ **BERNARD TAPIE** a gagné un de ses combats, puisque la tumeur qui lui bloquait la corde vocale a disparu. Et cela, grâce au talent et à la technologie dont dispose l'hôpital de La Timone à Marseille. Si une autre tumeur demeure aux poumons, l'ancien ministre et homme d'affaires reste optimiste. Il a prévu cette année de faire du théâtre dans *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, mis en scène par Philippe Hersen, et incarnera Randall Patrick McMurphy, immortalisé par Jack Nicholson au cinéma. Une trentaine de dates seraient envisagées au printemps à Paris.

■ **FACEBOOK AFRICA**, l'équipe dédiée au continent africain au sein de Facebook, organise le 21 janvier prochain dans ses locaux une soirée autour du thème « Comment les plateformes Web peuvent améliorer l'image de l'Afrique ? » Une centaine de participants sont attendus, parmi lesquels la plupart des médias panafricains, des influenceurs, mais aussi le fondateur de Trace TV Olivier Laouchez ou le chanteur Salatiel.

■ **MARYSE AULAGNON**, la présidente du groupe Affine, fait son entrée au Conseil exécutif du Medef remanié par Geoffroy Roux de Bézieux. Elle en devient membre à la fois en tant que personnalité qualifiée et en tant que présidente de la FSIF, Fédération des sociétés immobilières et foncières, où elle a succédé à Christophe Kullmann. Créée en 1935, la FSIF compte actuellement une trentaine de sociétés. Ses adhérents cotés totalisent 63 milliards d'euros de capitalisation boursière, ce qui représente plus de 90% du compartiment immobilier d'Euronext.

■ Les acteurs **LAMBERT WILSON** et **ISABELLE CARRÉ** partageront l'affiche pour la sortie le 4 mars prochain de *De Gaulle*, le premier film français consacré à la vie du Général, du début du second conflit mondial jusqu'à la construction de la V<sup>e</sup> République, avec une large partie consacrée à la vie sous l'Occupation. Le long-métrage est réalisé par Gabriel le Bomin. Ce film intervient lors de « l'année De Gaulle », 2020 marquant la triple commémoration de sa naissance en 1890, l'appel du 18 juin en 1940 et sa mort en 1970.

■ Le président du Sénat **GÉRARD LARCHER** sera présent demain, mardi 21 janvier, à la Maison du protestantisme pour assister aux vœux de la communauté réformée, présentés par le président de la Fédération protestante de France (FPF) François Clavairol. L'année dernière, c'est le ministre de l'Intérieur et ministre des Cultes Christophe Castaner qui avait fait le déplacement.

■ **JEAN-STÉPHANE ARCIS**, CEO de l'entreprise Talentsoft, leader européen des logiciels de gestion RH et qui a récemment été intégré par le gouvernement au sein du Next 40 - regroupant les 40 entreprises françaises à fort potentiel -, intégrera, sur demande du chef de l'État, la délégation des entreprises françaises à Davos. Jean-Stéphane Arcis fera donc le déplacement de demain mardi au jeudi 23 janvier. Pour rappel, Talentsoft recense 700 salariés présents dans 15 pays différents, et compte comme clients des entreprises telles Orange, Total, Peugeot ou Rolex.

■ **FRANÇOIS HOLLANDE** n'a pas manqué de réagir à la suite des divers déboires de son ex-femme et ancienne ministre Ségolène Royal, qui a été congédiée de son poste d'ambassadrice des pôles. « On a manqué d'élégance, et surtout de reconnaissance à son égard », a confié François Hollande en marche des Assises de la citoyenneté vendredi dernier. L'ancienne ministre socialiste est visée par une enquête préliminaire sur son usage des moyens mis à sa disposition lorsqu'elle occupait sa fonction d'ambassadrice des pôles.

## La Lettre de l'Expansion

La Lettre est réalisée chaque semaine sous la responsabilité de Pierre Dumazeau, **DIRECTEUR DE LA RÉDACTION** (01.84.79.96.86) pdumazeau@wansquare.com avec la collaboration de Marie-Amélie Fauchier-Magnan, Yves de Kerdrel, Jeanne Morinay **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** Dominique Leblanc **DIRECTEUR DES RÉDACTIONS** Yves de Kerdrel **SERVICE COMMERCIAL** commercial@wansquare.com

Prix du numéro : 48 euros TTC  
Abonnement premium : 1 350 TTC  
Société editrice : Wansquare  
SA au capital de 900 200 euros  
RCS Paris : 512 921 768  
Siège social :  
92, rue de la Victoire  
75009 Paris  
**PRÉSIDENT**  
Dominique Leblanc

**PRINCIPAUX ACTIONNAIRES**  
Dominique Leblanc  
et Yves de Kerdrel  
**RÉALISATION**  
A noir, www.anoir.fr  
Commission paritaire n° 1117 I 82343  
Toute reproduction non autorisée  
même par photocopie est interdite  
© Copyright 2018  
ISSN0399-8606

